

## APPROCHE LOCALE DU GÉNOCIDE

La région de Nyarubuye

[Paul Rutayisire](#)

Presses de Sciences Po | « [Vingtième Siècle. Revue d'histoire](#) »

2014/2 N° 122 | pages 37 à 49

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724633856

DOI 10.3917/ving.122.0037

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2014-2-page-37.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Approche locale du génocide

## La région de Nyarubuye

Paul Rutayisire

**Quels furent les mécanismes qui présidèrent à la perpétration du génocide des Tutsi rwandais ? En se fondant sur des entretiens individuels et de groupe, Paul Rutayisire examine dans le détail comment localement celui-ci fut mis en œuvre. Il restitue ainsi le rôle des différents acteurs, ainsi que le processus de la préparation et du déroulement des massacres perpétrés dans la région de Nyarubuye.**

Depuis 1994, le génocide des Tutsi rwandais a donné lieu à une littérature relativement abondante. Enquêtes, récits et analyses de grande qualité éclairent l'événement à l'échelle nationale ou internationale. La connaissance fine des dynamiques locales des massacres reste toutefois très lacunaire. Le présent article entend y contribuer, en présentant le cas d'une région qui fut l'un des plus grands sites de massacre<sup>1</sup>. Il répond également à une « volonté de mémoire<sup>2</sup> », celle des survivants de Nyarubuye eux-mêmes. La recherche dont il rend compte<sup>3</sup> se compose ainsi pour moitié de listes établissant l'identité des « sauveteurs » et des personnes ayant

participé aux massacres<sup>4</sup>. Établir les faits permet aux acteurs de recouvrer leur identité, de sortir de la masse anonyme des bourreaux, des victimes ou des sauveteurs. L'enquête se nourrit donc des récits recueillis auprès de ces différentes catégories de témoins<sup>5</sup> : rescapés, tueurs, anciens exilés tutsi et simples citoyens. Nous avons choisi de reproduire abondamment et fidèlement ces récits afin de donner la parole aux acteurs sociaux dont les noms sont donc cités tout au long du texte.

La région de Nyarubuye ne présente pas de singularité notable quant au déroulement des tueries par rapport au reste du pays. Située à l'extrême est du territoire national, elle appartient à la région naturelle de Migongo qui, avec le Mirenge et le Gihunya, constituait l'ancien royaume indépendant du Gisaka. Le relief offre deux visages topographiques très différents : une zone de cuvette d'une altitude moyenne de mille

---

(4) Une autre monographie rédigée en kinyarwanda par nos collègues Faustin Rutembesa et Ernest Mutwarasibo sur la commune de Mugina (dans l'ancienne préfecture de Gitarama) se présente sous un format identique, les listes comprenant ici les noms des veuves et des orphelins rescapés des massacres. (Faustin Rutembesa et Ernest Mutwarasibo, *Amateka ya Jenoside yakorewe Abatutsi muri Mugina*, Kigali, Commission nationale pour la lutte contre le génocide, 2009)

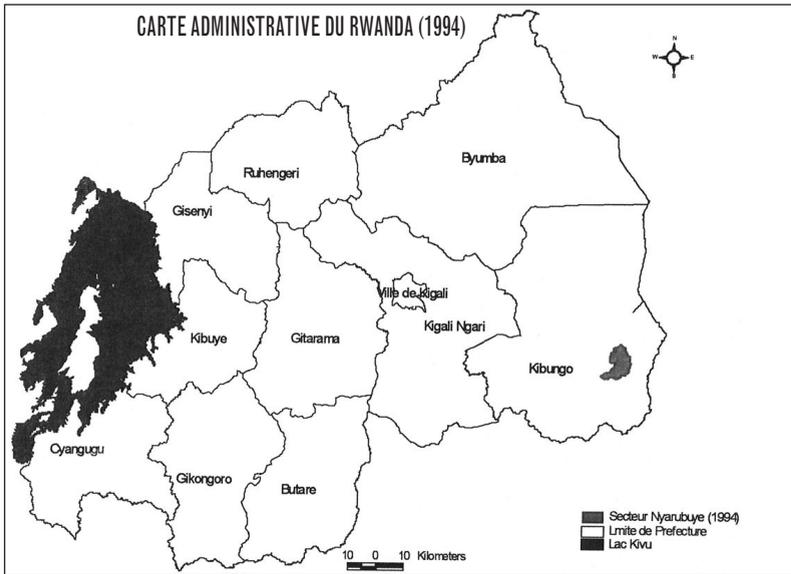
(5) Ces récits ont été rassemblés par une équipe de chercheurs qui ont procédé à des entretiens individuels et à des discussions de groupe. Ces témoignages ont été recoupés ou complétés avec des informations recueillies par les juridictions *gacaca*. Les tribunaux *gacaca* ont été mis en place en 2001 pour instruire et juger les personnes suspectées d'avoir pris part aux massacres et aux pillages. Justice exercée par des citoyens élus au sein de leurs communautés de résidence, elle a représenté une expérience inédite, ayant débouché sur l'examen de près de deux millions de dossiers. Ce processus judiciaire a été officiellement clôturé le 18 juin 2012.

---

(1) Les autres sites nationaux sont Gisozi (Kigali), Ntarama (dans la région du Bugesera), Murambi (dans l'ancienne préfecture de Gikongoro), Biseseo (dans l'ancienne préfecture de Kibuye).

(2) Pour reprendre l'expression de Pierre Nora (« Entre mémoire et histoire », *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, « Quarto », 1997, p. 37, t. I).

(3) Privat Rutazibwa et Paul Rutayisire, *Génocide à Nyarubuye*, Kigali, Éditions rwandaises, 2007.



Carte réalisée par Vital Nzabanita, extraite de Privat Rutazibwa et Paul Rutayisire, *Génocide à Nyarubuye : monographie sur l'un des principaux sites du génocide des Tutsi de 1994 au Rwanda*, Kigali, Éditions rwandaises, 2007.

trois cents mètres et une zone de plateau dont le mont le plus élevé, Remera, atteint mille huit cents mètres. La population de Migongo est à l'image du reste du Rwanda, traditionnellement composée de Tutsi, de Hutu et de quelques Twa, globalement appelés les Banyamigongo (les habitants du Migongo). La région de Migongo, et Nyarubuye en particulier, est aussi marquée par la présence d'une minorité principalement établie en Tanzanie : les Abanyambo. Une dernière composante de la population de Nyarubuye au moment du génocide était constituée par des personnes établies dans cette région à partir des années 1976 en provenance des anciennes préfectures de Kibuye, Gisenyi, Ruhengeri, Gikongoro, Gitarama, Butare et Byumba. Appelés « Abimukira », « Ingana-butaka » ou encore « Abakiga » par les Banyamigongo, ces nouveaux « migrants », Hutu dans leur majorité, ont occupé les terres en friche le long de l'Akagera par vagues successives<sup>1</sup>.

(1) Une petite partie de ces « migrants » récents était constituée des Batutsi originaires de Bisesero (Kibuye). En quête de pâturages, ils se sont surtout établis sur les hauteurs

En avril 1963, la loi portant création des nouvelles structures administratives de la jeune République du Rwanda indépendant institua entre autres la préfecture de Kibungo, englobant l'ancien Gisaka ainsi que le Buganza. Nyarubuye devint alors un des secteurs de la commune Rusumo, l'une des onze communes de la préfecture de Kibungo. Du fait des changements administratifs successifs<sup>2</sup>, il n'est pas aisé de circonscrire l'espace que nous étudions. Pour plus de clarté, nous avons retenu le territoire administratif de Nyarubuye au moment du génocide, c'est-à-dire le secteur Nyarubuye de la commune Rusumo.

### Les relations sociales à Nyarubuye avant le génocide

L'ampleur du génocide rwandais et les atrocités commises à Nyarubuye en particulier

de Nyarubuye, avec une grande concentration dans la cellule Gatunguru (la cellule correspondait alors dans la division du pays à la plus petite entité administrative).

(2) En 2000 et 2005 deux réformes modifient en profondeur la géographie administrative du Rwanda, entraînant le changement des toponymes.

conduisent à s'interroger sur la vie sociale avant le déclenchement des violences : quelles étaient les relations entre les composantes de la population ? Quels étaient les principaux problèmes auxquels cette dernière se trouvait confrontée ? Quels types de conflits prévalaient ?

Les conditions de vie à Nyarubuye étaient globalement pauvres. L'agriculture, l'élevage bovin, l'apiculture<sup>1</sup> et le petit commerce constituaient les principales activités. Nyarubuye présentait la particularité d'être un secteur isolé et dépourvu d'infrastructures socio-économiques de base :

« On ne voyait pas d'activités de développement dans lesquelles l'État appuyait cette région de Migongo ; ce qui entraînait la détérioration continue des conditions de vie. Il n'y avait pas d'écoles, il n'y avait pas d'hôpital, pas de marché, pas de route, pas de télécommunication, pas d'eau potable, etc. La politique de discrimination ethnique et régionale était la cause de cette marginalisation<sup>2</sup>. »

La plupart des témoignages attestent que les relations sociales étaient bonnes. Hutu et Tutsi pouvaient partager de la bière, se faire mutuellement don de vaches, leurs enfants se mariaient, ils échangeaient des biens, ils se secouraient mutuellement en cas de danger, s'entraidaient pour transporter un malade à l'hôpital, offraient un appui financier ou autre au voisin lorsque ce dernier préparait un mariage<sup>3</sup>. Même un tueur de très mauvaise réputation à Nyarubuye confirme cet état des choses : « Avant la guerre, nous avions de bonnes relations. Moi qui vous parle, j'ai une bru tutsi. Nous menions une vie très conviviale<sup>4</sup>. »

(1) L'apiculture est une particularité de l'ancien royaume de Gisaka où les abeilles intervenaient dans la tactique militaire et comme arme de guerre lors des confrontations armées.

(2) Entretien avec Philibert Uwimana, 27 octobre 2006.

(3) Entretien avec Ostase Sinamenye, 19 octobre 2006.

(4) Entretien avec Évariste Rubanguka ; discussion de groupe à la prison de Ngoma, 27 octobre 2006.

Si la cordialité des relations sociales entre Hutu et Tutsi décrite ici valait pour les natifs de Migongo, elle ne marquait en revanche pas forcément les rapports avec les nouveaux « migrants » venus d'autres préfectures dans les années 1970. Le conflit portait essentiellement sur la question foncière :

« Vers 1976, les Bakiga [termes désignant des Hutu issus des préfectures du Nord-Ouest] ont commencé à s'établir sur les bords de l'Akagera. Ils ont défriché les forêts, cultivé le sorgho, etc. Nos vaches s'abreuvaient d'eau salée appelée *amakera* près de l'Akagera dans des abreuvoirs aménagés. Quand les Bakiga sont arrivés, ils ont détruit les abreuvoirs en les mettant en culture, et ainsi ont commencé les conflits liés à la destruction des plantes par les vaches. Vers 1990-1991,

CARTE ADMINISTRATIVE DE LA PREFECTURE DE KIBUNGO EN 1994  
Secteur Nyarubuye (1994)



Carte réalisée par Vital Nzabanita, extraite de Privat Rutazibwa et Paul Rutayisire, *Génocide à Nyarubuye : monographie sur l'un des principaux sites du génocide des Tutsi de 1994 au Rwanda*, Kigali, Éditions rwandaises, 2007.

nous abreuvions nos vaches à Rwenyange, secteur de Ntaruka. Nous conduisions nos vaches armés de lances, et les Bakiga étaient armés de machettes. L'administration n'accordait plus la moindre importance à nos plaintes répétées. Vers 1992, nous nous sommes rendus compte que nous n'avions plus la force de résister. Nos vaches commençaient à être décimées. Les éleveurs ont alors commencé à abreuver leurs vaches de sel gemme<sup>1</sup>. »

Pour beaucoup de Banyamigongo, cette migration est perçue comme une stratégie politique du régime de l'époque. En établissant une population hutu créditée de la confiance du pouvoir sur les rives de l'Akagera, il s'agissait de protéger la frontière contre toute incursion armée des réfugiés tutsi et d'éviter toute tentative d'exil vers les pays voisins, la Tanzanie en particulier<sup>2</sup>. Cette hypothèse ne semble pas dénuée de fondement dans la mesure où ce type de mouvement migratoire est attesté dans d'autres préfectures.

Ainsi, les différends les plus récurrents à Nyarubuye avant le génocide s'inscrivaient dans une conflictualité de basse intensité et dans la banalité des relations familiales et de voisinage, touchant à l'héritage, à la limite des parcelles ou aux bagarres de cabaret. Les effets négatifs de la marginalisation régionale touchaient l'ensemble de la population essentiellement paysanne : jamais le facteur « ethnique » ne fut cité comme l'origine des difficultés rencontrées dans la vie quotidienne.

### Les signes de tension et d'hostilité à l'égard des Tutsi

À Nyarubuye, comme dans le reste du pays, les massacres ont été préparés graduellement. L'absence de « tournant décisif » conduit à un débat sur le moment de rupture. Ces



Carte réalisée par Vital Nzabanita, extraite de Privat Rutayizwa et Paul Rutayisire, *Génocide à Nyarubuye : monographie sur l'un des principaux sites du génocide des Tutsi de 1994 au Rwanda*, Kigali, Éditions rwandaises, 2007.

discussions n'ont pas seulement cours dans les cercles intellectuels mais ressortent aussi des témoignages des acteurs. Chez ceux que nous avons interrogés, quatre séquences chronologiques se dégagent. 1959 (et la « Révolution sociale » hutu) est la date de bascule avec la création de partis politiques à caractère ethnique comme le Parti du mouvement de l'émancipation des Hutu (Parmehutu) et l'acaparement du pouvoir par une seule ethnie. Les colonisateurs belges en sont tenus responsables<sup>3</sup>. Pour la majorité toutefois, la préparation immédiate du génocide remonte à la fin de l'année 1990, en réaction à l'attaque du Front patriotique rwandais (FPR). Les relations sociales se teignent d'une hostilité grandissante en 1992, avec l'effervescence politique née de l'introduction du multipartisme un an

(1) Discussion de groupe, 28 octobre 2006.

(2) Discussion de groupe, 28 octobre 2006.

(3) Entretiens les 21 et 27 octobre 2006.

plus tôt. Voici quelques-uns des indices de la menace, relevés par l'un des témoins :

« Il y a eu d'abord ceux qu'on a appelé *ibytso* [les complices du FPR]. Ils ont été emprisonnés, battus, d'autres tués. Si quelqu'un était parti travailler pour de l'argent en Tanzanie par exemple et qu'il revenait, il était immédiatement arrêté. Si quelqu'un te trouvait en train d'écouter Radio Muhabura [radio du FPR] et qu'il en faisait rapport, tu devais le payer cher. Les plus jeunes ne savaient rien des ethnies<sup>1</sup>. »

Enfin, un dernier groupe, minoritaire, de personnes interrogées estiment que le point de bascule coïncide avec l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994 :

« Les relations ont changé après la mort du président Habyarimana. C'est à ce moment-là que les autorités nous ont déclaré que les Tutsi étaient à l'origine de cette mort du président et que, par conséquent, ils devaient eux aussi mourir. Le conseiller de notre secteur [Gashiru, commune de Rukira] qui s'appelait Emmanuel Kamuhanda organisait des réunions au cours desquelles il déclarait que les Tutsi étaient des ennemis du Rwanda [*inyangarwanda*]<sup>2</sup>. »

Ces perceptions des moments de rupture ne sont pas propres aux résidents de Nyarubuye. On les retrouve dans les débats en cours dans la société rwandaise en général. Il est encore difficile de saisir l'ensemble des processus qui ont conduit au génocide. Ainsi, selon leur expérience personnelle et les souffrances qu'ils ont endurées, les Rwandais privilégient l'une ou l'autre de ces séquences chronologiques.

(1) *Ibid.*

(2) Entretien avec Jean-Marie Vianney Bucyukundi, 18 octobre 2006.

## Les préparatifs immédiats du génocide

La préparation du génocide à Nyarubuye s'inscrit dans un contexte local, préfectoral et national. Les repères suivants permettent de reconstituer la chronologie, les faits et les acteurs qui ont marqué la préparation lointaine et immédiate du génocide à Nyarubuye.

### *Les rassemblements populaires du MRND*

Les rassemblements populaires ou meetings du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND) à Rukara et à la préfecture de Kibungo en 1992 revêtaient tous deux un caractère national et, à ce titre, furent présidés par des dignitaires du Mouvement<sup>3</sup> au plus haut niveau, en particulier son président, Mathieu Ndirumapatse. Selon un témoin, discours et chansons de haine contre les autres partis politiques, surtout le Parti libéral (PL), et contre les Tutsi dominèrent le meeting de Rukara :

« Je me souviens du député Tutsi du MRND François Rwakagabo [de la circonscription de Rwamagana] qui a dû démissionner après ce meeting de Rukara, à cause des paroles incendiaires contre les Tutsi contenues dans les discours et dans les chansons du jour<sup>4</sup>. »

Le rassemblement du MRND à Kibungo, siège de la préfecture, a eu lieu peu après. Mathieu Ndirumapatse avait annoncé au cours du meeting précédent qu'il ferait venir à Kibungo les *Interahamwe* (mouvement de

(3) Le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND) est le parti unique créé par le président Juvénal Habyarimana le 5 juillet 1975, soit deux ans après son coup d'État. Structuré à l'image du Mouvement populaire de la révolution (MPR) du président Mobutu au Zaïre, il devint l'organe de mobilisation et de contrôle de la population jusqu'à l'avènement du multipartisme en 1991.

(4) Entretiens avec Emmanuel Habimana, *alias* Cyasa, les 8 et 9 janvier 2007 à la prison de Kibungo. Cet homme, un ancien militaire, a fait partie des expéditions meurtrières lancées contre la paroisse de Nyarubuye pendant le génocide.

jeunesse s'étant constitué en milice) de Kigali. Et il tint sa promesse. Les miliciens furent acheminés depuis la capitale dans huit bus de l'Office national de transport en commun (ONATRACOM)<sup>1</sup>. Habillés d'*ibitenge* (pagnes) imprimés à l'effigie du parti, ils étaient aussi lourdement armés, exhibant pistolets, AK47 et grenades. Ce jour-là, ce sont eux qui assurèrent la sécurité dans toute la ville de Kibungo.

Ces deux meetings visaient à éveiller et stimuler la population d'une région réputée réfractaire aux idéaux prônés par le parti. Il s'agissait d'encourager cette dernière à adhérer massivement au MRND et à son idéologie. Le déploiement impressionnant des *Interabamwe* dans le chef-lieu de cette préfecture constituait par ailleurs une démonstration de puissance visant à convaincre les indécis que seuls le MRND et sa milice représentaient la véritable force du pays.

#### *La constitution d'un réseau d'activistes du MRND*

Le 15 février 1992, le colonel Pierre Célestin Rwagafilita, ancien chef d'état-major de la gendarmerie prit officiellement sa retraite. L'événement s'inscrit dans une stratégie globale du MRND de démobilisation d'officiers supérieurs influents pour les déployer ensuite dans leurs préfectures d'origine en vue d'y renforcer la position du parti face à l'opposition naissante. Originaire du secteur Gasetza en commune Kigarama, le colonel Rwagafilita prit naturellement la tête de la préfecture de Kibungo. Cette dissémination des officiers affidés au parti sur tout le territoire se vérifie ailleurs : le colonel Aloys Simba s'implanta à Gikongoro, le colonel Tharcisse Renzaho dans la ville de Kigali, militarisant, dans ce dernier

cas, l'administration civile, puisqu'il y assurait les fonctions de préfet.

La mise à la retraite de ces officiers supérieurs en 1992 coïncide avec la démobilisation de plus de deux mille militaires à l'échelle nationale : parmi eux figure un grand nombre de réservistes engagés dans les combats au début de la guerre d'octobre 1990. L'objectif est le même : renforcer la base et la position du MRND face aux autres partis d'opposition et face à la menace du Front patriotique rwandais. Tous les réservistes de la ville de Kibungo et des environs furent recensés sur instruction du colonel Rwagafilita entre octobre 1992 et avril 1994. Ils furent ensuite déployés dans chaque secteur de la préfecture, non sans avoir reçu des fusils et des grenades<sup>2</sup>. Bien qu'à la retraite, le colonel Rwagafilita continua de disposer d'une escorte de quatre gendarmes. Il effectua des visites fréquentes dans la préfecture, sillonnant toutes les communes, tout particulièrement la ville de Kibungo, à partir de laquelle il mobilisa les réservistes et la jeunesse. Les cabarets lui tenaient alors lieu de salles de réunion.

À la veille du génocide, le colonel Rwagafilita s'était ainsi constitué un groupe d'affidés composé de cadres administratifs, de leaders politiques locaux et de commerçants. Tous étaient mus par un attachement sans faille aux thèses de l'extrémisme hutu. Ses membres furent très actifs avant et pendant le génocide comme mobilisateurs ou à la tête des tueurs.

#### *Le lancement du Club des républicains de Kibungo*

Initialement créé sous le nom « Association Sebahinzi » (littéralement, « père des cultivateurs », terme popularisé par le célèbre

(1) Cette mobilisation des transports publics marque bien la confusion entre les moyens de l'État et ceux du parti.

(2) Entretien avec Emmanuel Habimana, *alias* Cyasa, le 27 octobre 2006 à la prison de Kibungo.

chanteur Simon Bikindi pour désigner les Hutu<sup>1</sup>), le groupe affiche plus nettement encore son objectif en devenant l'Association pour la promotion des Hutu de Kibungo (APHK). Mais très vite, ces deux appellations au label trop évidemment ethnique sont abandonnées au profit de Club des républicains de Kibungo. Ce titre s'inscrit dans la tradition de l'idéologie du Parti du mouvement de l'émancipation des Hutu (Parmehutu), où « républicain » comme « démocrate » signifient tout simplement Hutu<sup>2</sup>.

L'initiative de la création du Club revient au groupe constitué par le colonel Rwagafilita. La première rencontre a lieu dans un cabaret. Elle rassemble la grande majorité des bourgmestres de la préfecture, des députés, des commerçants, des directeurs et inspecteurs des écoles, des conseillers de secteur, des pasteurs, des représentants des factions extrémistes « *Hutu Pawa* » des partis politiques, du MRND et de la Coalition pour la défense de la république (CDR), et même des syndicalistes défendant les intérêts des agri-éleveurs. L'ordre du jour officiel, en apparence anodin, concerne le retard économique de la préfecture. Mais un député du MRND donne en réalité une tout autre tournure à la discussion, la teintant d'un militantisme favorable à l'extrémisme hutu. Interpellant le président de la réunion, il déclare en effet :

« La guerre nous menace gravement, il reste peu de jours avant que nous ne soyons tués et, au lieu de dire aux gens comment ils vont se protéger, comment ils vont se défendre, tu leur parles des histoires de développement. Est-ce que nous développerons notre pays lorsque nous serons

morts ? [...] Si quelqu'un meurt, un Hutu, qu'il y a des Tutsi dans son voisinage... eh bien, avant de l'enterrer, commencez d'abord par tuer tous ses voisins Tutsi, parce que c'est eux qui l'auront tué<sup>3</sup> ! »

Réunis autour de la question du développement économique, les membres du Club achèvent leurs débats par des exhortations à tuer les Tutsi, au nom d'une guerre défensive.

### Le génocide à Nyarubuye

Dans la préfecture de Kibungo, la commune de Rusumo demeure calme pendant la première semaine du génocide, se distinguant des autres localités où les massacres ont débuté dès le 7 avril<sup>4</sup>. La date du déclenchement des tueries dans le secteur de Nyarubuye peut être fixée avec certitude au 14 avril. Jusqu'au 7 mai, jour au cours duquel « le dernier Tutsi fut tué à Nyarubuye<sup>5</sup> », plusieurs massacres de grande ampleur y sont perpétrés sous la supervision des autorités administratives à tous les échelons.

#### La préfecture

Tout commence par la réunion du 8 avril 1994 à Kibungo. Elle rassemble le colonel Rwagafilita, le commandant de place du camp militaire Huye, le colonel Anselme Nkuriyekubona et l'ensemble des bourgmestres. Armes et directives à suivre pour assurer l'efficacité des massacres sont alors réparties<sup>6</sup>. Des sources variées confirment la multiplication des barrages routiers dès le lendemain. Les réunions se succèdent, mêlant autorités civile et militaire, au cours desquelles des décisions d'extermination sont prises. Ainsi la tuerie des Tutsi de la com-

(1) Il utilise notamment ce terme dans sa chanson célèbre *Bene Sebabinzi*, qui relate la perfidie immémoriale des Tutsi. Une traduction française de ce chant est disponible dans Jean-Pierre Chrétien (dir.), *Rwanda : les médias du génocide*, Paris, Karthala, 1995, p. 349-355.

(2) Entretien avec Emmanuel Habimana, *alias* Cyasa, *op. cit.*

(3) *Ibid.*

(4) C'est le cas par exemple de la commune de Sake où les massacres de Tutsi débutent dans la nuit du 6 au 7 avril.

(5) Entretien avec Léonidas Mutwarasibo, discussion de groupe avec les hommes à Gatunguru, le 28 octobre 2006.

(6) Entretiens avec Emmanuel Habimana, *alias* Cyasa, *op. cit.*

mune de Birenga et de la ville de Kibungo le 13 avril résulte-t-elle d'un conciliabule tenu la veille. Deux autres réunions importantes ont lieu à l'échelle préfectorale. Celle du 14 avril au camp militaire Huye comprend les mêmes acteurs que la précédente. Il est alors décidé d'exterminer les réfugiés tutsi rassemblés à l'économat général du diocèse, à l'évêché. Mgr Rubwejanga, invité à cette réunion, aurait exigé et obtenu que soient épargnés les prêtres et les personnes s'y trouvant pour un séminaire de formation<sup>1</sup>. L'attaque de l'économat général eut effectivement lieu le lendemain, vers quinze heures trente.

À l'exception du bourgmestre de Rukira, opposé au génocide, tous les membres locaux de l'administration et de l'armée se retrouvent le 19 avril pour présenter le bilan de l'accomplissement des massacres dans leurs communes respectives. C'est du moins ce que rapporte un témoin, présent à la réunion :

« Le bourgmestre Gacumbitsi a par exemple déclaré qu'à Nyarubuye, il n'y avait plus de problème, que tout était terminé, de même que pour tout Rusumo. Celui de Sake a remercié le camp Huye d'avoir aidé à l'extermination des Tutsi à Rukumberi<sup>2</sup>. »

### La commune

Le rôle du bourgmestre de la commune Rusumo, Sylvestre Gacumbitsi, s'est révélé déterminant. Originaire de cette localité, celui-ci est né en 1943 et exerce successivement les fonctions d'instituteur et de président de la Banque populaire de Kibungo. Il prend la tête de la commune en 1983 jusqu'en 1994 où il fuit l'arrivée des troupes du Front patriotique rwandais<sup>3</sup>.

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*

(3) Arrêté en Tanzanie le 19 juin 2001, il est jugé devant le Tribunal pénal international du Rwanda (TPIR) et est

Dès le 7 avril, Sylvestre Gacumbitsi semble déployer particulièrement de zèle à organiser l'extermination de ses administrés tutsi. Il est de toutes les réunions évoquées plus haut et convoque lui-même les conseillers de secteur le 9 avril afin de relayer auprès d'eux les injonctions meurtrières reçues de sa hiérarchie :

« Lors de cette réunion, Gacumbitsi a demandé aux conseillers d'organiser, dans leurs secteurs respectifs, entre le 9 et le 12 avril 1994, des réunions qu'ils devaient tenir secrètes au regard des Tutsi et au cours desquelles ils devaient dire aux Hutu qu'ils devaient tuer tous les Tutsi, afin que les *Inkotanyi* [terme désignant les soldats du Front patriotique rwandais] n'aient plus de complices<sup>4</sup>. »

Il sillonne alors sa commune, y rencontrant les responsables des *Interahamwe* (miliciens), s'assurant que tous les secteurs répondent bien aux instructions de la réunion du 9 avril et encourageant la population à « lutter contre l'ennemi », c'est-à-dire à tuer les Tutsi. Le bourgmestre reçoit également des militaires des armes à feu dont il assure ensuite la redistribution au sein de sa circonscription.

Les habitants de Nyarubuye confirment la tenue de ces réunions dans leur secteur. L'objectif était clair : encourager les Hutu à tuer les Tutsi (*gushibikariza Ababutu kwica Abatutsi*)<sup>5</sup>. Les autorités locales répétaient inlassablement : « Le Tutsi est l'ennemi des Hutu, c'est un serpent et il n'est pas Rwandais<sup>6</sup> », se souvient une habitante. La promesse du butin prélevé grâce au pillage

condamné en 2004 à une peine de trente ans de réclusion. Le journaliste Fergal Keane en dresse un portrait inquiétant lorsqu'il le croise dans le camp de Benaco en Tanzanie où il a pris la fuite. Voir Fergal Keane, *Season of Blood : A Rwandan Journey*, Londres, Penguin, 1995, p. 95-113.

(4) TPIR-2001-64-T, le procureur contre Sylvestre Gacumbitsi, *Jugement*, p. 23.

(5) Entretien avec Ostase Sinamenye, 19 octobre 2006.

(6) Entretien avec Léocadie Kandanga, 26 octobre 2006.

semble également avoir été mise en avant pour encourager au meurtre<sup>1</sup>. Toute possibilité de fuite vers la Tanzanie est ensuite empêchée, le chef local de la Coalition pour la défense de la République (CDR) du secteur frontalier ayant été chargé par le bourgmestre d'en garantir la surveillance stricte<sup>2</sup>. Le 13 avril, l'édile prend lui-même la parole au marché de Nyakarambi. À l'aide d'un mégaphone, il exhorte la population hutu à assurer « la sécurité », c'est-à-dire à ne pas laisser fuir les Tutsi et à les tuer. Le lendemain, il réitère la même opération sur un autre marché. Il s'adresse à une vingtaine de personnes leur recommandant de s'armer de machettes et de participer activement à la lutte contre « l'ennemi », précisant qu'il faut chasser tous les Tutsi. Ensuite, il prend la direction de Kigarama, suivi d'une partie de la population. À la tête d'un groupe d'attaquants, il donne l'ordre de piller et de détruire les maisons des Tutsi. Dans l'après-midi, Sylvestre Gacumbitsi poursuit sa « tournée » dans un troisième « centre commercial » où il répète le même discours « sécuritaire ». Après son départ, un groupe d'attaquants se forme sous la direction de deux soldats démobilisés : plusieurs Tutsi sont assassinés. Le bourgmestre achève sa journée dans le secteur frontalier de Gasenyi où il recommande aux tueurs de jeter les corps de leurs victimes dans la rivière Akagera. Il exige également des piroguiers qu'ils cessent d'utiliser leurs embarcations afin que les Tutsi ne puissent pas s'en emparer pour traverser le fleuve en direction de la Tanzanie.

## Les massacres de masse à Nyarubuye

### *Le centre de Nyarutunga*

La campagne menée contre les Tutsi atteint Nyarubuye depuis les communes voisines, qui

avaient déjà procédé à la chasse et à l'élimination systématique de ces derniers. Jusqu'au 13 avril, Nyarubuye demeurait une sorte de havre de paix. C'est la raison pour laquelle beaucoup de Tutsi y cherchèrent refuge. Ils ne se doutaient pas que Rusumo et le secteur de Nyarubuye en particulier allaient subir un sort identique à celui des autres communes. Pourtant, au moment où ils s'y dirigeaient massivement, les préparatifs de leur extermination étaient déjà en cours.

Les massacres commencent le 14 avril 1994, au centre de Nyarutunga, situé à environ un kilomètre de la paroisse, avec la participation active des gendarmes. La veille au soir, les habitants des hauts plateaux de Nyarubuye pouvaient apercevoir les maisons des Tutsi de Butezi (commune Rukira) brûler. Des réfugiés Tutsi de plus en plus nombreux en provenance de Rukira, Kibungo et d'ailleurs accouraient vers l'église de Nyarubuye, porteurs de nouvelles alarmantes. Ils disaient fuir des brigands et malfaiteurs qui, au passage, tuaient les Tutsi et détruisaient leurs demeures<sup>3</sup>.

Ainsi, avertis qu'ils seraient attaqués le 14 avril 1994 au matin, les habitants de Nyarubuye, Hutu et Tutsi, décidèrent d'aller contrer les assaillants dans la vallée. Ils furent appuyés par certains réfugiés de la paroisse de Nyarubuye. La confrontation eut d'abord lieu à Birembo dans la cellule Nkakwa<sup>4</sup>. Il y eut une victime parmi les assaillants.

Tandis que le groupe de tueurs, défait, se dispersait, les habitants de Nyarubuye qui menaient la contre-offensive aperçurent la maison d'un Tutsi de Gashyoza (cellule Nyabimuri) brûler. Ils se dirigèrent vers cet endroit. La confrontation avec le deuxième groupe de tueurs se déroula cette fois-ci dans la

(1) Entretien avec Bernard Bukamba, 22 octobre 2006.

(2) TPIR-2001-64-T, le procureur contre Sylvestre Gacumbitsi, *Jugement*, p. 24.

(3) Discussions de groupe à la prison de Kibungo, 27 octobre 2006 ; à Nyarutunga, 28 octobre 2006 ; et divers entretiens.

(4) Sur la cellule, voir p. 2, n. 6 du présent article.

cellule de Rwakigondo, faisant entre quatorze et dix-sept victimes parmi les membres de l'*igitero* (bande meurtrière). Les autres s'enfuirent et demandèrent du renfort au poste de gendarmerie de Mulindi, dans la commune de Nasho. Environ quatre mille assaillants furent repoussés ce jour-là par les habitants de Nyarubuye.

Ces derniers s'en retournèrent au centre de Nyarutunga. Ils avaient avec eux deux assaillants ligotés, mains dans le dos. Il s'agissait du président de la Coalition pour la défense de la République de la commune de Rukira, capturé à Rwakigondo. Un troisième homme, président du MDR-Power de Rusumo (Mouvement démocratique républicain), capturé plus loin dans une autre attaque où il conduisait des tueurs en provenance de Gatunguru, faisait également partie des « otages ». Tous deux étaient originaires et habitants de Nyarubuye, et c'est eux qui conduisaient les tueurs vers leur secteur. Les habitants de Nyarubuye hésitèrent à les tuer sur-le-champ, arguant qu'ils étaient des leurs et qu'il valait mieux les punir au village<sup>1</sup>. Les habitants de Nyarubuye, Hutu et Tutsi, étaient donc encore soudés lors de cette première victoire sur les tueurs. Cette solidarité allait bientôt être brisée.

Vers quatorze heures, ce 14 avril, une petite équipe se dirigea à nouveau vers Birembo pour observer si les assaillants ne s'étaient pas réorganisés après leur débandade. Elle constata qu'ils revenaient effectivement, appuyés cette fois par huit gendarmes et une vingtaine d'*Interahamwe*. Environ quatre cents à cinq cents personnes étaient rassemblées dans le centre de Nyarutunga. Les gendarmes parvinrent à les désarmer et à donner l'image rassurante d'agents de sécurité venus restaurer l'ordre public. Celle-ci était trompeuse, ils étaient

venus avec une seule mission : exterminer les Tutsi<sup>2</sup>.

Hutu et Tutsi étant mêlés, les gendarmes ordonnèrent alors aux Hutu de se placer à l'écart. Seuls les Tutsi demeurèrent au milieu de la place du marché. Les gendarmes lancèrent aux Hutu : « Celui qui sait utiliser l'arc, qu'il le prenne. Qui sait utiliser la lance ou la machette, qu'il les prenne ! » Les gendarmes encerclant les lieux, les Hutu prirent les armes mises à leur disposition et commencèrent à massacrer les Tutsi<sup>3</sup>. Après cette attaque, beaucoup de familles Tutsi de Nyarubuye se réfugièrent le soir même à la paroisse, grossissant un peu plus le nombre de ceux qui, le lendemain, seraient les victimes d'une attaque méthodique et de plus grande envergure.

#### *La paroisse catholique de Nyarubuye*

Contrôlées par le bourgmestre, Sylvestre Gacumbutsi, les tueries de la paroisse catholique de Nyarubuye commencèrent le 15 avril, le lendemain du massacre de Nyarutunga, et prirent fin le 17 avril. Elles sont certainement le massacre le plus considérable et revêtent une double particularité. Elles se distinguent d'abord par le nombre très élevé de victimes, estimé à plus de vingt-six mille personnes<sup>4</sup>, ensuite par le fait que la majorité des réfugiés (et donc des victimes) comme la majorité des tueurs n'étaient pas originaires du

(2) Entretien avec Évariste Rwanirahe et Anacleto Sinzinkayo le 6 janvier 2007 au centre de Nyarutunga.

(3) Entretien avec Anacleto Singirankabo le 6 janvier 2007 au centre de Nyarutunga.

(4) L'estimation du nombre de victimes de la paroisse de Nyarubuye est fondée sur le nombre du dernier recensement effectué le 12 avril 1994 par un comité de réfugiés sous le contrôle du conseiller Karamage Isaie. Les réfugiés étaient alors au total vingt-cinq mille trois cents. Depuis cette date, le nombre des réfugiés n'a cessé de croître. Selon les données des juridictions *gacaca*, les victimes originaires du secteur de Nyarubuye sont au nombre de mille sept cent vingt-huit morts, soit 21 % de la population totale qui habitait ce secteur en 1994.

(1) Léonidas Mutwarasibo, discussion de groupe à Nyarutunga, le 28 octobre 2006.

secteur de Nyarubuye. Les assaillants étaient en effet venus des communes voisines : celle de Rukira revient souvent dans les témoignages. Le camp de gendarmerie de Mulindi situé dans la commune de Nasho semble également avoir représenté un vivier de recrutement des tueurs. Ceux-ci, qui se déplaçaient en véhicules et à pied, mobilisèrent la population hutu locale dans les tueries<sup>1</sup>. Les victimes, quant à elles, résidaient à Nyarubuye ou dans ses environs immédiats. Nombre d'entre elles, espérant trouver un refuge sûr à la paroisse, étaient accourues des communes voisines. Il est donc impossible de connaître avec exactitude le nombre de victimes et leurs noms.

La paroisse de Nyarubuye fut le lieu de rencontre de réfugiés venant des alentours puisque ce secteur est demeuré épargné par les massacres pendant la première semaine du génocide. La réputation de sécurité a attiré les Tutsi en fuite. Par ailleurs, Nyarubuye est situé sur le chemin de la Tanzanie, vers le Karagwe, où se trouvait depuis 1959 une importante concentration de réfugiés tutsi. Surtout, les relations matrimoniales unissant des familles tutsi de Nyarubuye à d'autres des communes de Mugesera et de Kigarama surtout expliquent sans doute que les réfugiés aient souhaité se rapprocher de leurs parents. Enfin, les lieux de culte étaient réputés inviolables. Lors des massacres de 1959, 1963 et 1973, aucun tueur n'avait osé franchir la porte d'une église. Le rassemblement d'un effectif aussi important de personnes menacées confère à Nyarubuye une dimension spécifique, à l'origine de l'ampleur des tueries.

Les témoignages considérés comme crédibles par les juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) lors du procès de Sylvestre Gacumbitsi permettent de reconstituer le déroulement du massacre. Le

15 avril, vers huit heures, un conseiller de secteur arrive à la paroisse, accompagné de nombreux *Interahamwe*. Il demande aux réfugiés de rester calmes et de ne pas quitter la paroisse. Les miliciens, eux, restent sur place<sup>2</sup>. Le bourgmestre, lui, arrive vers quinze heures. Il est accompagné de policiers communaux, de miliciens armés de machettes, de lances et de gourdins mais aussi d'armes à feu (fusils et grenades)<sup>3</sup>. Les *Interahamwe* entonnent alors leur chant : « Nous allons les exterminer ! » Trois réfugiés tutsi se détachent de la foule et tentent de plaider leur cause auprès de l'édile. Ce dernier rétorque alors que « l'heure des Tutsi a sonné ». Mettant immédiatement sa sentence à exécution, il s'empare d'une machette et l'abat sur le cou du vieil homme venu le supplier. Avant de donner l'ordre d'assaut général contre la paroisse, Sylvestre Gacumbitsi demande aux Hutu de sortir du périmètre formé par l'église et le couvent où s'entassaient les réfugiés<sup>4</sup>. L'attaque est alors lancée. Les tueurs percent des trouées dans l'enceinte de l'édifice à l'aide de grenades, tirent dans la foule et achèvent les survivants à la machette. À dix-neuf heures, ils se retirent. Le lendemain, le 16 avril, le bourgmestre est de retour avec d'autres assaillants. Il s'agit de s'assurer de la mort de toutes les victimes. Ils se livrent ensuite au pillage en règle de la paroisse. Le même jour, Sylvestre Gacumbitsi, dans le secteur de Nyarubuye, encourage les jeunes hommes hutu à rechercher les jeunes filles tutsi et à les violer parce

(2) TPIR-2001-64-T, le procureur contre Sylvestre Gacumbitsi, *Jugement*, p. 40.

(3) Lors de son procès, le bourgmestre a prétendu qu'il n'était pas présent sur les lieux pendant les trois jours qu'ont duré les massacres de la paroisse, qu'il se cachait chez lui, à son domicile situé à trente kilomètres, parce que, a-t-il déclaré, il craignait pour sa vie. Selon lui, il était recherché, soupçonné d'être complice du Front patriotique rwandais. Il aurait été informé de la première attaque de Nyarubuye, le 16 avril, par le brigadier communal. Sa version est contredite par les témoignages oculaires survivants de ce massacre.

(4) *Ibid.*, p. 40.

(1) Entretien avec Emmanuel Masabo, 22 octobre 2006.

que, prétend-il, celles-ci avaient refusé de les épouser. Effectivement, à la suite de cette consigne, des femmes et des filles tutsi furent massivement violées<sup>1</sup>. Le 17 avril au matin, Sylvestre Gacumbitsi s'adressa une dernière fois aux tueurs, qui avaient rassemblé une quinzaine de survivants tutsi devant l'église de Nyarubuye, et leur donna l'ordre de les tuer et de n'épargner personne. Cet ordre fut immédiatement exécuté<sup>2</sup>. Le génocide à Nyarubuye s'achève à la fin du mois d'avril, avec l'arrivée des troupes du Front patriotique rwandais. Les soldats regroupent les quelques survivants. Aujourd'hui, trois cent quatre-vingt-six rescapés se sont établis dans ce secteur.

Le centre de Nyarutunga et la paroisse furent des lieux de tueries massives. L'exécution de celles-ci a nécessité que se déploie toute une logistique d'État. D'autres sites de massacre, moins importants par leur ampleur, ont été répertoriés dans le secteur de Nyarubuye. Une dizaine a été identifiée, il en existe probablement plus, où se trouvent encore les corps des victimes. Cependant, la chronologie des événements sur ces lieux est plus difficile à établir, chacun mériterait des enquêtes plus minutieuses.

Les modalités des tueries de Nyarubuye présentent des similitudes avec celles qui furent commises dans les plus grands sites du génocide à l'échelle nationale. Leur ampleur n'est pas un signe distinctif. En effet, on retrouve la stratégie consistant à regrouper les Tutsi afin de les tuer en masse en bien d'autres endroits. L'interaction des dynamiques nationales et locales dans l'exécution des massacres ainsi que la participation, d'abord hésitante puis massive de la population hutu, sont aussi des phénomènes observables ailleurs dans le pays. On trouve à Nyarubuye les mêmes catégories

d'acteurs impliqués dans les tueries : élites politiques et intellectuelles locales, citoyens ordinaires s'illustrant parfois par leur zèle ou par une cruauté particulière<sup>3</sup>, des tueurs ayant trahi des relations sociales et affectives fortes en tuant ou en livrant des membres de leur famille et des amis proches, enfin, d'« honnêtes » citoyens devenus assassins<sup>4</sup>. Le radicalisme du génocide de 1994 est inédit, comme l'est la désacralisation des lieux de culte à laquelle celui-ci donne lieu.

Il importe ici de rendre hommage à un petit nombre de Hutu (appelés aussi les « *indakemwa* », irréprochables), reconnus par les rescapés<sup>5</sup> et ayant résisté au sein même de leurs familles dont certains membres étaient des bourreaux. Ils sont rares mais ils existent. Simon Semulima, par exemple, a sauvé quatre enfants de son voisin, comme le raconte un survivant :

« Il a même eu l'ingénieuse idée d'habiller les petits garçons en robes, pour qu'ils puissent passer pour des filles. Les enfants de sexe masculin étaient les plus recherchés par les génocidaires. Il y a un des enfants que les tueurs avaient clairement identifié comme étant celui de son voisin. Quand ils sont venus pour le tuer, Semulima a eu l'astuce de plaider en disant que c'était lui le véritable père biologique de l'enfant, par une relation extraconjugale qu'il avait eu dans ladite famille<sup>6</sup>. »

Le déroulement des massacres à Nyarubuye ne présente pas de particularisme spécifique eu

(3) Entretien avec Ferdinand Rwakayiramba, 7 janvier 2007.

(4) Une rescapée, Marie-Claire Mukansengiyumva, témoigne de ces changements d'attitude : « J'ai été cachée par un vieillard nommé Kigereke pendant deux jours. Lorsqu'il s'est rendu compte que la situation s'aggravait et que mon papa venait de mourir, il m'a chassée en me disant qu'il n'y a plus moyen de me cacher » (entretien, 26 octobre 2006).

(5) Ferdinand Rwakayigamba, *op. cit.*

(6) *Ibid.*

(1) *Ibid.*, p. 55.

(2) *Ibid.*, p. 44.

égard aux massacres qui furent commis dans le reste du pays. Ce cas permet d'observer en un lieu unique les dynamiques d'engagement dans les massacres, encouragés par les structures étatiques et mis à exécution par une partie de la population civile. La chaîne de commandement du génocide qui mobilise les entités administratives et militaires a ici été identifiée. En revanche, la question des attitudes des différents acteurs, qui firent preuve d'une cruauté et d'un acharnement criminel contre leurs concitoyens, leurs voisins, leurs amis et même des membres de leur famille, reste encore difficile à éclairer. L'analyse de la tuerie perpétrée contre la paroisse rappelle les transgressions radicales de l'ordre religieux et culturel opérées pendant le génocide. Aujourd'hui, si l'édifice a retrouvé

sa fonction culturelle, le Christ ornant le parvis porte encore les stigmates du massacre : il est criblé d'impacts de balle.

*Paul Rutayisire, Centre de gestion des conflits,  
Commission nationale de lutte contre le génocide  
(CLNG), PO box 7035, Kigali, Rwanda.*

---

**Paul Rutayisire** est historien, professeur à l'Université du Rwanda, rattaché au campus Huye. Il y dirige le Centre de gestion des conflits au sein duquel il est responsable du master *Genocide Studies*. Spécialiste de l'histoire de l'Église catholique au Rwanda, ses travaux portent actuellement sur la période plus contemporaine de son pays, en particulier le génocide des Tutsi de 1994. Il a publié, avec Privat Rutazibwa, *Génocide à Nyarubuye* (Éditions rwandaises, 2009). (prutayisire@hotmail.com)